



ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
DU 25 JUIN 2013

Rapport Annuel 2012



Shell Licensee

Vivo Energy

Engagement et Politique en matière de Santé, Sécurité, Sûreté, Environnement et de Performance Sociale (HSSE & SP)

Notre Engagement

A Vivo Energy, nous nous engageons à :

- Poursuivre l'objectif de ne porter préjudice à quiconque
- Protéger l'environnement
- Utiliser de manière optimale les ressources naturelles et énergétiques pour fournir nos produits et services
- Respecter nos voisins, et contribuer aux sociétés dans lesquelles nous opérons
- Développer nos ressources énergétiques, produits et services en cohérence avec ces objectifs
- Publier notre performance
- Être le leader dans la promotion des meilleures pratiques applicables à notre industrie
- Gérer les aspects HSSE comme toute autre activité critique de l'entreprise
- Promouvoir une culture amenant tout le personnel de Vivo Energy à partager cet engagement.

Ce faisant, nous visons à avoir des résultats en matière de HSSE et de performance sociale dont nous pouvons être fiers, à gagner la confiance des clients, des actionnaires et de la société toute entière, à faire preuve de bon voisinage et à contribuer au Développement Durable.

Notre Politique

Vivo Energy doit :

- Adopter une approche systématique en terme de gestion HSSE et de performance sociale visant à assurer le respect de la réglementation et de réaliser une amélioration continue de nos performances
- Mettre en place des objectifs conçus pour s'améliorer et pour permettre de mesurer, évaluer et communiquer ses résultats
- Exiger des prestataires une conformité à cette politique HSSE et de performance sociale
- Exiger des sociétés en participation (Joint Ventures) sous son contrôle opérationnel une application de cette même politique et sa promotion dans les autres sociétés en participation
- S'engager efficacement avec le voisinage et les collectivités impactées
- Intégrer les performances HSSE dans l'évaluation de tout personnel et contractant et les récompenser en fonction de leurs résultats.



Christian Chammas
Directeur Général, Vivo Energy
Janvier 2013

Approuvé par le Comité de Direction de Vivo Energy

VIVO ENERGY CÔTE D'IVOIRE

Société Anonyme avec Conseil d'Administration au Capital de F CFA 3.150.000.000

Siège social : Zone Industrielle de Vridi

15 B.P. 378 Abidjan 15 - RCCM : CI-ABJ-1962-B-2623

ORDRE DU JOUR
DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
DU 25 JUIN 2013

- I - Rapport de gestion du Conseil d'Administration et présentation des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2012
- II - Rapports général et spécial des Commissaires aux comptes sur l'exercice clos au 31 décembre 2012
- III - Approbation des comptes et des résultats de l'exercice clos au 31 décembre 2012
- IV - Affectation des résultats de l'exercice clos au 31 décembre 2012
- V - Quitus de leur gestion aux Administrateurs et décharge aux Commissaires aux comptes
- VI - Ratification de la nomination et renouvellement de mandats d'Administrateurs
- VII - Fixation du montant des indemnités de fonction du Conseil d'Administration
- VIII - Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités



CONSEIL D'ADMINISTRATION DE VIVO ENERGY COTE D'IVOIRE

CHAMMAS Christian

Directeur Général du Groupe VIVO ENERGY

LE GOFF Bernard (Cooptation soumise à ratification)

Vice Président pour l'Afrique de l'Ouest du Groupe VIVO ENERGY

KONAN-YAHAUT Franck

Directeur Général de VIVO ENERGY COTE D'IVOIRE

KONATE Moussa (Cooptation soumise à ratification)

Directeur Financier de VIVO ENERGY COTE D'IVOIRE

GBONGUE Robert

Directeur Commercial de VIVO ENERGY COTE D'IVOIRE

AMICHIA Alexis (Cooptation soumise à ratification)

Administrateur représentant le Ministère du Commerce

ANDE Bouraima

Directeur des Finances et de la Comptabilité de PETROCI

Administrateur représentant Petroci Holding

DJEDJRO Guillaume

Conseiller du Directeur Général de Petroci chargé des opérations à l'International

Administrateur représentant le Ministère des Mines, de l'Energie et du Pétrole

OUATTARA Seydou

Gestionnaire à la Retraite

Administrateur représentant les Petits porteurs de la BRVM

COMITE DE DIRECTION DE VIVO ENERGY COTE D'IVOIRE

KONAN-YAHAUT Franck

Directeur Général de VIVO ENERGY COTE D'IVOIRE

KONATE Moussa (Cooptation soumise à ratification)

Directeur Financier de VIVO ENERGY COTE D'IVOIRE

COULIBALY Saibou

Directeur des ventes Réseau de VIVO ENERGY COTE D'IVOIRE

GBONGUE Robert

Directeur Commercial de VIVO ENERGY COTE D'IVOIRE

ASSI BODJE Gilbert

Directeur des Opérations de VIVO ENERGY COTE D'IVOIRE

HOURGOUE Anne Marie

Directrice des Ressources Humaines de VIVO ENERGY COTE D'IVOIRE

COMMISSAIRES AUX COMPTES

PricewaterhouseCoopers SA

Immeuble « Alpha 2000 », 23ème étage, Rue Gourgas,
Plateau - 01 BP 1361 Abidjan 01

Cabinet AUDIREC

Immeuble Amiral, II - Plateaux
II BP.36 Abidjan II

I - RAPPORT D'ACTIVITES DE L'EXERCICE 2012

- 1.1 - L'environnement socio-économique
- 1.2 - Les performances en matière d'Hygiène, Sécurité, Sûreté, et de Protection de l'Environnement (HSSE)
- 1.3 - Les ventes
- 1.4 - Les résultats financiers



Mesdames et Messieurs les Actionnaires,

Conformément à la loi et aux articles 26 et 31 de nos statuts, nous vous avons convoqués en Assemblée Générale Ordinaire pour vous rendre compte des activités de notre Société au cours de l'exercice 2012 et vous soumettre par la même occasion, les états financiers arrêtés au 31 décembre 2012 afin que vous décidiez de l'affectation qui doit être faite du résultat obtenu.

I.1. ENVIRONNEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE DE L'EXERCICE 2012

I.1.1 Situation générale

La croissance mondiale a été en baisse en 2012 et a entraîné des niveaux élevés de chômage et un ralentissement de l'activité économique dans les pays émergents. Sur cette base, le taux de croissance dans les pays avancés a été révisé à la baisse de 2% à 1,5% et celui des pays émergents et en développement est passé de 6% à 5,6%.

Les contraintes majeures à la croissance dans les pays développés sont les difficultés au rééquilibrage des budgets et la fragilité du système financier. Ces deux facteurs amplifient les incertitudes et entravent fortement les effets positifs attendus des politiques monétaires accommodantes adoptées par les Etats. Elles portent notamment, sur le maintien des taux directeurs à des niveaux très faibles et la mise en œuvre de mesures visant à réduire les taux de marché. La faiblesse de la croissance dans les pays développés, pénalisent les pays émergents et en développement à travers le commerce et les finances.

Au plan national, le redressement de l'activité se poursuit dans un environnement globalement favorable. Selon les résultats de l'enquête de conjoncture de la CGECI menée au deuxième trimestre 2012 auprès de ses adhérents, 80% des entreprises enquêtées confirment l'optimisme des opérateurs économiques. Les dispositions prises par le Gouvernement ont permis d'amoindrir les préoccupations sur le plan sécuritaire.

Des progrès considérables ont été réalisés au niveau de la gouvernance générale, du redéploiement de l'administration dans les zones ex-CNO, et de la réhabilitation des infrastructures.

La reprise graduelle de l'économie, la poursuite de la normalisation de la situation sécuritaire, la consolidation de la paix, l'amélioration du climat des affaires et les efforts de restauration de l'appareil productif avec la mise en œuvre de mesures d'incitation en faveur du secteur privé se sont traduits par un taux de croissance net de 9,8% sur 2012.

Malgré ce bon résultat macroéconomique, le quotidien des Ivoiriens reste difficile, la pauvreté s'est accrue et le revenu par habitant a baissé d'au moins 25% sur les dix dernières années. La croissance a stagné en dessous de 1% sur la décennie 2000-2010 alors que la croissance démographique a été de 2,5% à 3%.

Sur le plan politique, la normalisation institutionnelle, le renforcement du processus démocratique et les progrès en matière de réunification et de réconciliation attestent d'une paix sociale retrouvée. Cependant, la consolidation et le maintien de cette paix à travers le renforcement du dialogue et l'amélioration de l'environnement sécuritaire constituent des défis majeurs pour le pays.

I.1.2 Environnement pétrolier

Au niveau international, le marché des produits pétroliers est resté relativement stable, en moyenne sur l'année 2012, le prix du baril s'est établi à 111,8 \$, soit une augmentation de 0,7 % par rapport à 2011. En euros, la hausse du prix du baril a été beaucoup plus soutenue : +9,0 % par rapport à 2011 du fait d'une dépréciation de la monnaie européenne vis-à-vis du dollar (-3,0 %).

1.3.2 - L'analyse des ventes de VIVO ENERGY CI par secteur d'activités

- Segment Réseau

Comparativement aux réalisations de l'exercice clos au 31 décembre 2011, nous enregistrons une augmentation importante des volumes vendus de 80,4% au 31 décembre 2012 sur un marché qui est lui aussi en hausse (60,4%) sur la même période.

Sur la base des statistiques GPP, la croissance de notre société est bien meilleure que celle du marché grâce à la reprise des activités sur l'ensemble du réseau de stations services détruites pendant la crise postélectorale et des nouvelles acquisitions :

- ✓ La réouverture de vingt six (26) stations services situées en zone ex-CNO,
- ✓ La rénovation de cent onze (111) stations services
- ✓ L'acquisition de quatre (4) stations services de Pride Petroleum en location de longue durée. L'ouverture de la nouvelle station ABOBO-SOTRA,
- ✓ L'acquisition de trois (3) stations services (TIORO, Bondoukou3 et Dikodougou).

- Segment Consommateurs

Les volumes réalisés par le GPP sur ce segment sont en hausse de 51,4% au 31 décembre 2012 en comparaison avec l'exercice précédent, alors que les ventes de notre société ont augmenté de 64,1% sur la même période.

Cette croissance, plus importante que le marché s'explique essentiellement par les volumes exceptionnels réalisés sur le Bitume.

- Segment Aviation

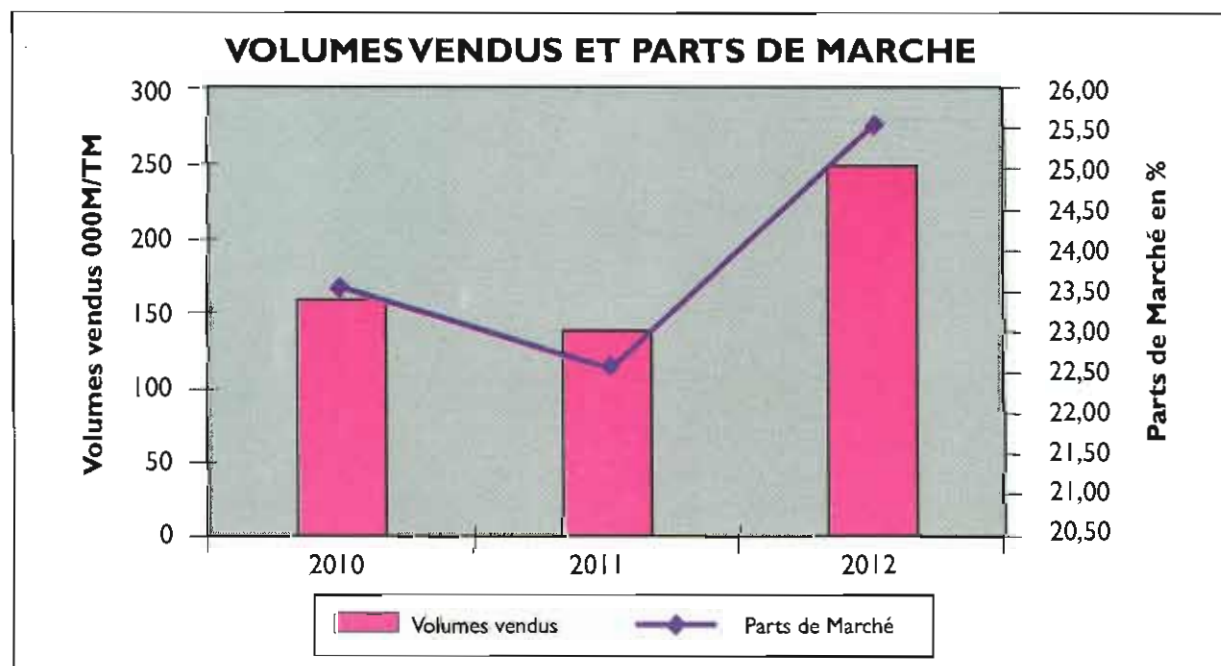
Notre société a signé son retour dans l'activité aviation en octobre et les perspectives sont très encourageantes avec un volume total réalisé de 2,060 m3 sur 2012 et des clients importants tels que Air Côte d'Ivoire et Emirates, dans notre portefeuille.

1.3.3 Parts de marché et Evolution des volumes vendus par VIVO ENERGY CI

A périmètre constant, les parts de marché de VIVO ENERGY CI ont évolué comme suit sur l'exercice 2012 :

- Sur le marché intérieur (Réseau et Commercial), elle passe de 25,3% au 31 décembre 2011 à 28,27% au 31 décembre 2012.

- Sur le marché total de ventes de carburants intégrant les ventes Aviation et Marine, elle passe de 22,5% en 2011 à 25,67% au 31 décembre 2012



(*) : Basé sur les statistiques GPP au 31 décembre (2010 à 2012).

**I.4 - EXAMEN DES COMPTES CLOS
AU 31 DECEMBRE 2012**

1.4 - EXAMEN DES COMPTES CLOS AU 31 DECEMBRE 2012

1.4.1 - Résultats financiers

Compte de résultats en millions de FCFA (MFCFA)

Rubriques	Réalisation 2011	Plan 2012	Réalisation 2012	Var % (2012 / 2011)
	MFCFA	MFCFA	MFCFA	%
VOLUMES 000 M3/TM	140	178	248	77%
CHIFFRE D'AFFAIRES	81 975	103 708	151 143	84%
MARGE BRUTE AVANT TRANSPORT	10 451	14 683	17 277	65%
Produits accessoires et autres produits	489	431	615	26%
Transports	(2 554)	(3 040)	(4 429)	73%
Charges d'exploitation	(8 359)	(7 792)	(10 271)	23%
Dotation aux amortissements	(1 155)	(1 816)	(1 366)	18%
Provisions (+/-)	796		1 854	133%
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	(332)	2 466	3 680	1210%
Charges financières sur spots et découverts	(408)	(474)	(423)	4%
Autres charges et revenus financiers	(1)		(28)	1956%
Charges Hors Activités Ordinaires	(1 074)		(668)	-38%
Profits Hors Activités Ordinaires	775		613	-21%
RÉSULTAT AVANT IMPÔT	(1 040)	1 992	3 173	405%
Impôts	(100)	(498)	(859)	755%
RÉSULTAT APRÈS IMPÔT	(1 140)	1 494	2 314	303%

REVUE ANALYTIQUE DU COMPTE DE RESULTATS

Le chiffre d'affaires

Au 31 décembre 2012, le chiffre d'affaires de la société enregistre une augmentation significative de 84% pour s'établir à FCFA 151.143 millions contre FCFA 81.975 millions l'exercice précédent, alors que les volumes sont en augmentation de 77% sur la même période.

L'augmentation du chiffre d'affaires, plus importante que celle des produits vendus, s'explique par les augmentations successives des prix de vente des carburants à la pompe.

L'augmentation du chiffre d'affaires s'explique par la hausse des volumes vendus en raison entre autre, de la normalisation de la situation socio-politique, de l'ouverture des stations service situées en Ex Zone CNO, et de l'extension du réseau de distribution.

La Marge Brute avant transport

Au 31 décembre 2012, la marge brute avant transport est en progression de 65% par rapport à l'exercice précédent due essentiellement à l'augmentation des volumes de vente. Cette augmentation, inférieure à celle enregistrée sur les volumes vendus est due à la combinaison des ventes de Bitumes et celles réalisées sur le segment Aviation qui génèrent des marges unitaires moins importantes que sur le segment Réseau.

Les produits accessoires et autres produits

Ils enregistrent une augmentation de 26% pour s'établir à FCFA 615 millions au 31 décembre 2012 contre FCFA 489 millions l'exercice précédent grâce à la réouverture de certaines boutiques pillées pendant la période de crise et du développement de l'activité cartes. Ils se décomposent principalement comme suit en millions de FCFA :

Rubriques	Exercice 2012	Exercice 2011	Variation 2012/2011	Variation (%)
Loyers boutiques et stations-services	212	214	-2	-1%
Commissions boutiques et lavages	224	49	175	357%
Rémunération gestion SIFAL	81	81	0	0%
Peines et soins sur tickets carburants	94	60	34	56%
Divers autres produits	5	85	-80	-94%
Total	615	489	126	26%

Frais de Transport :

Ils enregistrent une augmentation de 73% pour s'établir à FCFA 4.429 millions au 31 décembre 2012 contre FCFA 2.554 millions l'exercice précédent en raison de l'augmentation des volumes vendus. Cette augmentation est inférieure à celle des volumes de vente à cause de l'optimisation de l'utilisation du dépôt MSTT comme dépôt primaire.

Les frais de fonctionnement

Les frais de fonctionnement sont en augmentation de 23% et s'établissent à FCFA 10.271 millions contre FCFA 8.359 millions pour l'exercice précédent.

Cette augmentation, inférieure aux volumes d'activité s'explique essentiellement par les éléments suivants :



- **Autres Achats** : une augmentation de 70%, passant de FCFA 290 millions à FCFA 492 millions, en raison des dépenses liées au changement de nom de la société intervenu en mars 2012 (gadgets, tenues, papier en tête, équipement de communication, cachets...) et de l'augmentation des charges liées à la réouverture des sites en zone ex-CNO.
- **Services Extérieurs** : une augmentation de 32%, passant de FCFA 4.452 millions à FCFA 6.006 millions, qui s'explique par l'impact des volumes sur les frais de passage dépôt, l'augmentation des charges locatives avec l'acquisition des nouveaux sites, les frais de promotion « GAGNEZ UNE VOITURE » et l'augmentation des coûts de la main d'œuvre temporaire en raison des stations en gérance directe.
- **Impôts et taxes** : une augmentation de 44%, passant de FCFA 453 millions à FCFA 653 millions, du fait de la non reconduction sur l'exercice 2012 de certains avantages accordés par la loi de finance en 2011 (réduction de 50% de la patente et de 25% de l'impôt foncier), du paiement des redevances pour l'occupation du domaine public (ODP) et de la taxe sur la publicité en zone ex CNO. **Autres charges** : une baisse de 65%, passant de FCFA 361 millions à FCFA 128 millions, en raison de la diminution des provisions clients sur l'exercice 2012.

Les amortissements

Les charges d'amortissements enregistrent une augmentation importante de 18% au 31 décembre 2012 comparativement à l'année précédente à cause entre autre de la mise au rebut des biens détruits lors de la crise postélectorale et de l'impact de la capitalisation des nouvelles acquisitions.

Autres produits / reprises sur provisions

Cette rubrique enregistre une augmentation significative en passant de FCFA 796 millions au 31 décembre 2011 à FCFA 1.854 millions au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2012 et se compose principalement des transferts de charges d'exploitation des employés régionaux et panafricains basés en Côte d'Ivoire ainsi que des reprises de provision pour litiges.

Cette rubrique se décompose comme suit en millions de FCFA :

Rubriques	Montant en F.CFA mln
• Transfert de charges des employés régionaux et panafricains	1 290
• Reprise de provisions pour litiges	844
• Autres reprises de provisions pour risques et charges	55
• Reprise de provision pour dépréciation de stocks	6
• Dotation aux provisions pour risques et charges	(341)
Total	1.854

Le résultat d'exploitation

Au 31 décembre 2012, le résultat d'exploitation de notre société est un bénéfice qui s'établit à FCFA 3.680 millions contre une perte de 332 millions l'année précédente.

Cette bonne performance s'explique par l'effet combiné des éléments ci-après :

- Une augmentation des volumes vendus de l'ordre de 77% par rapport à l'exercice précédent;
- Une maîtrise du niveau des charges d'exploitation malgré l'augmentation des volumes.

Les charges financières sur spots et découverts bancaires

Les charges financières sont restées relativement stable et s'établissent FCFA 423 millions à fin décembre 2012 contre FCFA 408 millions en 2011 malgré l'augmentation du niveau d'activité et du Besoin en fonds de roulement.

Les Autres charges et revenus financiers s'établissent à FCFA 28 millions au 31 décembre 2012 contre FCFA 1 million en 2011 en raison essentiellement de la perte de change enregistrée sur l'activité Aviation.

Le Résultat Hors Activités Ordinaires (HAO)

Le résultat net hors activités ordinaires (HAO) est une perte de FCFA 55 millions au 31 décembre 2012 contre une perte de FCFA 299 millions au 31 décembre 2011 et se décompose comme suit en millions de FCFA :

Rubriques	Montant en F.CFA mln
• Autres pertes Hors Activités Ordinaires	(668)
• Plus-value sur cession d'immobilisations financiers	612
Total	(55)

Les Autres pertes Hors Activités Ordinaire sont des provisions pour litige (FCFA 590 millions) et notre quote-part aux charges d'exploitation du Dépôt Aviation H.R.S (FCFA 75 millions).

La plus value sur cession d'immobilisations financières est relative à diverses reprises de provisions (Charges dépôt MSTT, Péréquation, Sydam) et notre quote-part dans les résultats du Dépôt HRS.

Le résultat net après impôt

Au 31 décembre 2012, le résultat net après impôt de notre société est un bénéfice de 2.314 millions contre une perte de FCFA 1.140 millions l'exercice précédent.



Bilan en millions de FCFA (en MFCFA)

RUBRIQUES	Réalisation	Réalisation	Réalisation	Var
	2010	2011	2012	%
ACTIFS				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES NETTES	5 172	5 169	5 166	0%
IMMOBILISATIONS CORPORELLES NETTES	10 543	11 674	14 764	26%
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	797	169	169	0%
AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	3 281	3 245	4 146	28%
ACTIFS IMMOBILISES	19 793	20 256	24 245	20%
STOCKS	2 550	2 946	5 222	77%
DECOUVERTS CLIENTS	5 538	7 175	9 019	26%
AUTRES ACTIFS CIRCULANTS	2 667	2 483	2 343	-6%
ACTIFS CIRCULANTS	10 754	12 604	16 583	32%
TRESORERIE ACTIF	1 144	408	3 757	821%
TOTAL ACTIF	31 691	33 268	44 585	34%
CAPITAL SOCIAL	3 150	3 150	3 150	0%
PRIME D'EMISSION	8 802	8 802	8 802	0%
RESERVES	633	631	630	0%
REPORT	0	0	(1 139)	
RESULTAT DE L'EXERCICE	1 156	(1 140)	2 314	-303%
CAPITAUX PROPRES	13 742	11 443	13 756	20%
PROVISIONS REGLEMENTEES	500	500	500	0%
FONDS ACTIONNAIRES	14 242	11 943	14 257	19%
EMPRUNTS	0	0	0	
AUTRES FONDS LT	3 750	4 411	4 999	13%
CAPITAUX PERMANENTS	17 992	16 354	19 256	18%
CREDIT FOURNISSEURS	5 371	9 129	14 443	58%
AUTRES PASSIFS CIRCULANTS	6 327	5 439	7 405	36%
DETTES D'EXPLOITATION	11 699	14 569	21 848	50%
ENDETTEMENT BANCAIRE	2 000	2 346	3 481	48%
TOTAL PASSIF	31 691	33 268	44 585	34%

ACTIF

Immobilisations incorporelles nettes

Les immobilisations incorporelles restent relativement stables sur l'exercice 2012 et s'établissent à FCFA 5.166 millions contre FCFA 5.169 millions l'exercice précédent.

Immobilisations corporelles nettes

Les immobilisations corporelles enregistrent une hausse de 26% pour s'établir à FCFA 14.764 millions au 31 décembre 2012 contre FCFA 11.674 millions l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique principalement par les investissements réalisés sur notre Réseau de stations service notamment pour la mise à niveau des stations existantes et les nouvelles acquisitions de stations.

Immobilisations financières

Les immobilisations financières restent stables sur l'exercice 2012 et s'établissent à FCFA 169 millions.

Autres immobilisations financières

Les autres immobilisations financières enregistrent une augmentation de 28% au 31 décembre 2012 et s'établissent à FCFA 4.146 millions contre FCFA 3.245 millions l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique principalement par le paiement d'avance de loyers sur les baux de stations services.

Stocks

Au 31 décembre 2012, les stocks enregistrent une forte hausse de 77% comparativement à l'exercice précédent pour s'établir à FCFA 5.222 millions contre FCFA 2.946 millions l'exercice précédent. Cette situation s'explique notamment par :

- ✓ le choix de notre société de maintenir les stocks des huiles lubrifiantes à un niveau élevé afin d'anticiper sur une éventuelle rupture d'approvisionnement.
- ✓ la réouverture des stations services de la zone ex- CNO et l'augmentation du nombre de stations services (119 stations contre 85 au 31 décembre 2011),
- ✓ L'augmentation du coût moyen du produit de 13% sur la période 2011-2012

Découverts clients

Les découverts clients ont connu une augmentation de 26% pour s'établir à FCFA 9.019 millions à la clôture de l'exercice au 31 décembre 2012 contre FCFA 7.175 millions l'exercice précédent.

Cette augmentation, moins forte que celle des volumes vendus est liée à la croissance du chiffre d'affaire.

Autres actifs circulants

Les autres actifs circulants enregistrent une diminution de 6% passant de FCFA 2.483 millions au 31 décembre 2011 à FCFA 2.343 millions au 31 décembre 2012.

Cette situation s'explique notamment par l'apurement des créances vis à vis des sociétés du Groupe.

PASSIF

Autres fonds à long terme

Les autres fonds à long terme ont connu une hausse de 13% pour s'établir à FCFA 4.999 millions à la clôture de l'exercice au 31 décembre 2012 contre FCFA 4.411 millions l'exercice précédent. Cette hausse est consécutive à l'augmentation des dépôts de cautionnement des clients (réouverture de nouveaux sites) et à la revalorisation de la provision relative au passif social de la société.

Crédits fournisseurs

La hausse des encours fournisseurs (58%), soit FCFA 14.443 millions en 2012 contre FCFA 9.129 millions en 2011 est due à l'augmentation de la dette courante vis-à-vis de la raffinerie essentiellement en raison de l'augmentation du volume des activités.



II
VIVO ENERGY COTE D'IVOIRE
(ex-SHELL COTE D'IVOIRE)
RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES ETATS FINANCIERS ANNUELS
(EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2012)

a/ RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES ETATS FINANCIERS ANNUELS
(EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2012)



Immeuble ALPHA 2000
Rue Gourgas -Plateau -2^{ème} et 20^{ème} étage
01 BP. 1361 Abidjan 01

Deux Plateaux
Boulevard Latrille
11 BP. 36 Abidjan 11

Aux Actionnaires
de VIVO ENERGY COTE D'IVOIRE
15 B.P. 378 Abidjan 15
Côte d'Ivoire

**RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS
VISEES AUX ARTICLES 438 à 448 DE L'ACTE UNIFORME RELATIF AU DROIT DES
SOCIETES COMMERCIALES ET DU GIE DE L'OHADA**

(EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2012)

Mesdames, Messieurs,

En application de l'article 440 relatif au droit des sociétés commerciales et GIE de l'Acte uniforme de l'OHADA, nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport spécial afférent aux opérations visées aux articles 438 à 448 dudit Acte, qui stipulent que toute convention entre une société anonyme et l'un de ses administrateurs, directeurs généraux ou directeurs généraux adjoints doit être soumise à l'autorisation préalable du conseil d'administration.

Il en est de même des conventions auxquelles un administrateur ou un directeur général ou un directeur général adjoint est indirectement intéressé ou dans lesquelles il traite avec la société par personnes interposées.

Sont également soumises à autorisation préalable du conseil d'administration, les conventions intervenues entre une société et une entreprise ou une personne morale, si l'un des administrateurs ou directeur général ou directeur général adjoint de la société est propriétaire de l'entreprise ou associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur général, administrateur général adjoint, directeur général ou directeur général adjoint de la personne morale contractante.

Cette réglementation n'est pas applicable aux opérations courantes conclues à des conditions normales.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence de conventions, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisées, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.



VIVO ENERGY Côte d'Ivoire
Rapport spécial des commissaires aux comptes
Exercice clos le 31 décembre 2012

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en Côte d'Ivoire; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

1. CONVENTION CONCLUE AU COURS DE L'EXERCICE

Nous n'avons été avisés d'aucune nouvelle convention visée aux articles 438 et suivants de l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE conclue au cours de l'exercice 2012.

2. CONVENTIONS APPROUVEES AU COURS D'EXERCICES ANTERIEURS ET DONT L'EXECUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE

2.1 Convention d'utilisation de la marque Shell conclue avec Shell Brands International AG (SBI)

Contractant: SBI

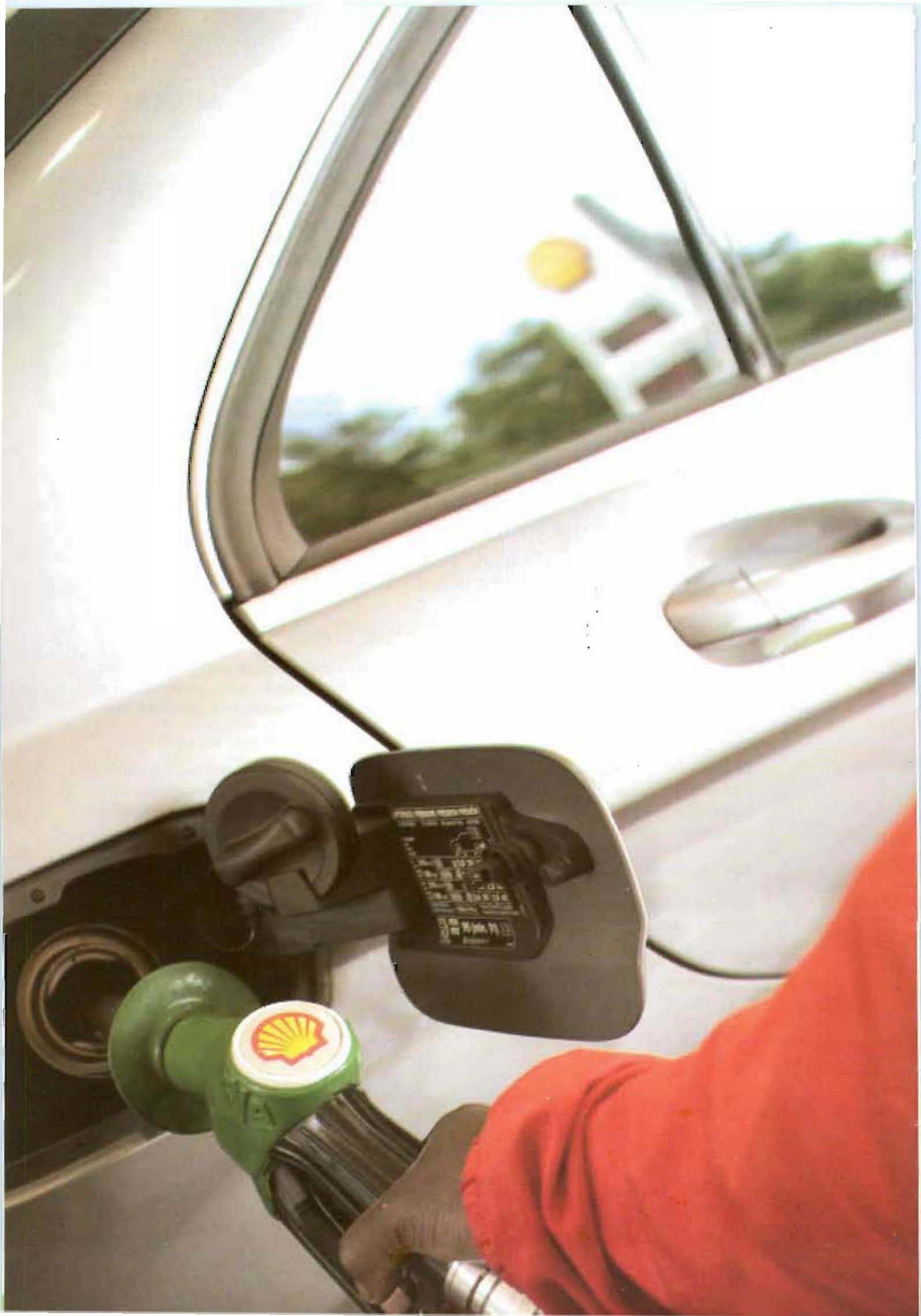
Administrateurs concernés : Monsieur DAINHI Honoré pour le compte de l'actionnaire Shell International Petroleum Company, puis Monsieur CHAMMAS Christian pour le compte de l'actionnaire VIVO ENERGY Holding BV.

Nature et modalités

Les redevances sont facturées à VIVO ENERGY COTE D'IVOIRE au titre de l'utilisation de la marque Shell.

Le montant payable pour lesdites redevances est calculé en fonction des ventes réelles effectuées sur les quatre (4) trimestres de l'exercice précédent.

La facture est faite sur une base annuelle, en début d'exercice, et payable dans un délai de trente (30) jours après la date de facturation. Le paiement effectué au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2012 s'élève à F.CFA 419 millions hors taxes.



III

**RESOLUTIONS SOUMISES A
L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU
25 JUIN 2013**



RESOLUTIONS SOUMISES A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 25 JUIN 2013

Première Résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire (AGO) après avoir entendu lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2012 approuve les documents tels qu'ils sont présentés.

Deuxième Résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire (AGO), après avoir entendu lecture du rapport général et du rapport spécial présentés par les Commissaires aux Comptes sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2012, approuve les comptes et le bilan dudit exercice tels qu'ils ont été présentés conventions incluses.

Troisième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire (AGO), approuve la proposition du Conseil d'Administration d'affecter le résultat de l'exercice qui s'élève à un bénéfice de FCFA 2.313.624.568 de la manière suivante :

Rubriques		Montant en FCFA
Résultat de l'exercice au 31 décembre 2012		2.313.624.568
Report à nouveau		(1.139.358.478)
TOTAL A AFFECTER	(a)	(1.174.266.090)
Dotation à la réserve légale		0
Distribution de dividendes	(b)	(749.700.000)
Affectation en Report à Nouveau	(c)	(424.566.090)
TOTAL REPARTI (d) =(a) - (b) - (c)		0

Au regard de ce qui précède, nous proposons, après déduction du report à nouveau déficitaire, l'affectation en **dividende de sept cent quarante neuf millions sept cent mille francs CFA** soit un montant de **595 FCFA** brut par action et un Report à Nouveau de quatre cent vingt quatre millions cinq cent soixante six mille quatre vingt dix francs CFA.

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire (AGO), donne aux Administrateurs quitus entier et définitif de l'exécution de leur mandat pour l'exercice 2012.

Cinquième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire (AGO), ratifie la cooptation en qualité d'administrateur de :

- Monsieur LE GOFF Bernard, Vice Président Afrique de l'Ouest du Groupe Vivo Energy en remplacement de Monsieur DAINHI Honoré,
- Monsieur KONATE Moussa, Directeur Financier de VIVO ENERGY CI en remplacement de Monsieur EZAN Djan Pierre,
- Monsieur **AMICHIA Alexis, Représentant le Ministère du Commerce en remplacement de Monsieur EBROTTIE Emile**

ce, pour la durée des mandats des administrateurs sortants.

L'Assemblée Générale Ordinaire (AGO) ratifie le renouvellement du mandat d'administrateur de :

- **Monsieur KONATE Moussa, Directeur Financier de VIVO ENERGY CI**

qui est arrivé à expiration le 31 décembre 2012, pour une durée de trois (03) ans c'est à dire jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes clos au 31 décembre 2015.

Sixième résolution

En application des dispositions de l'article 22 des statuts, l'AGO fixe à FCFA 12.000.000 net d'IRVM, le montant de l'indemnité de fonction à répartir entre les Administrateurs pour leur participation aux travaux du Conseil d'Administration pour l'exercice 2012.

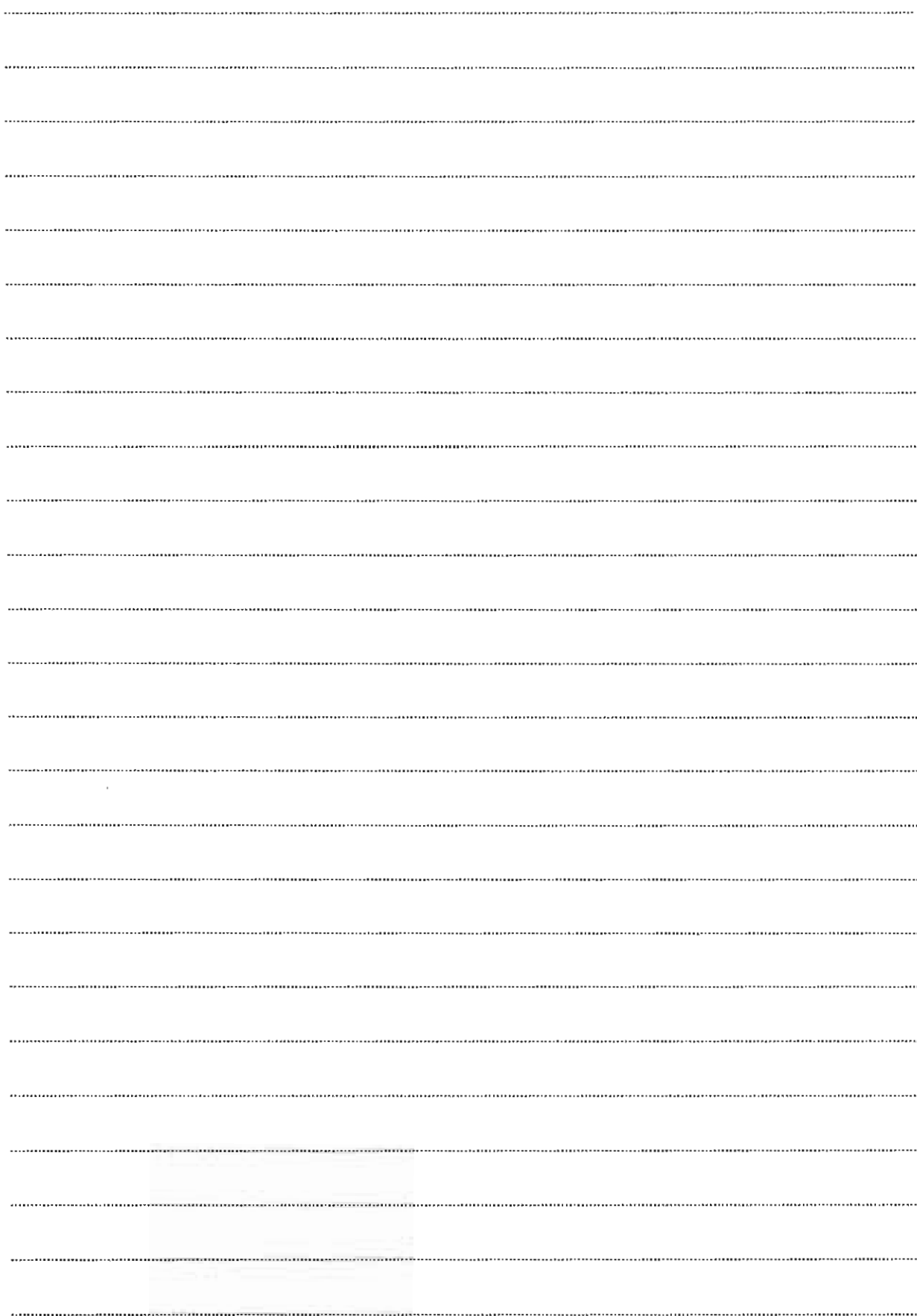
Septième résolution

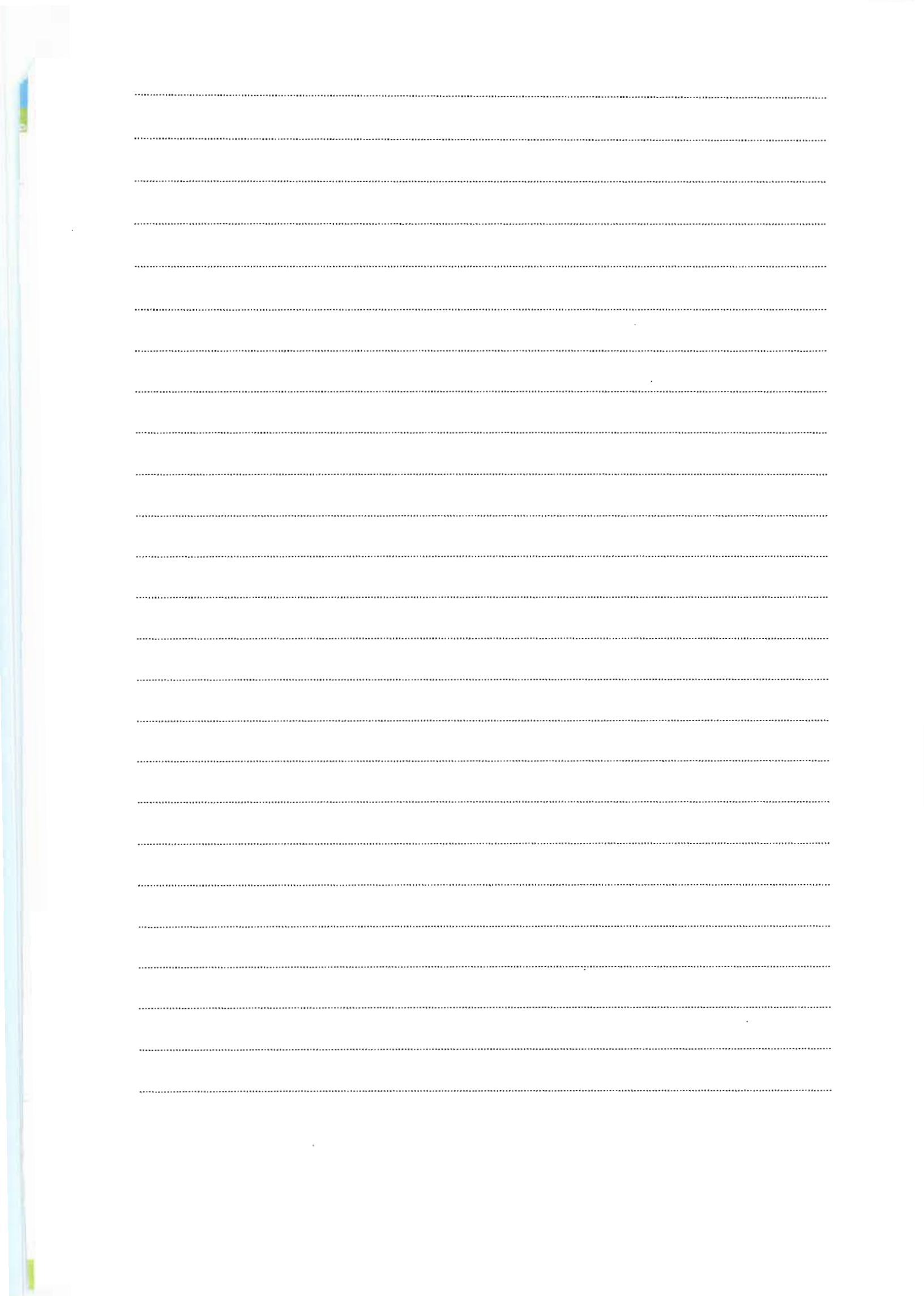
L'Assemblée Générale Ordinaire (AGO), donne pouvoir au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait certifié conforme pour accomplir toutes les formalités rendues nécessaires par les résolutions ci-dessus.



NOTES

[illegible]





Blank lined paper with horizontal ruling lines.



Vivo Energy la nouvelle marque de distribution
et commercialisation de la marque Shell en Afrique.

Vivo Energy est la nouvelle compagnie panafricaine opérant sous la marque mondialement reconnue **Shell**. Notre objectif est de créer une société dynamique, à fort potentiel de croissance, capable d'offrir durablement de la valeur à nos clients, à nos employés, aux communautés auprès desquelles nous opérons et à notre environnement au sens le plus large. A travers cet objectif, nous aspirons à devenir l'entreprise d'énergie la plus respectée en Afrique.

www.vivoenergy.com



Shell trademarks used under licence.



Shell Licensee



Zone Industrielle de Vridi Rue des Pétroliers
15 B.P. 378 Abidjan 15 - Tel +225 21 75 27 27 / +225 21 75 27 01
Fax +225 21 27 24 99 / +225 21 27 53 19
www.vivoenergy.com